

## Événement RÉFORME TERRITORIALE

# LA FRANCE DES DÉCRETS ET DES PRÉFETS

Le président de la République vient de s'exprimer sur la réforme territoriale. C'est une régression démocratique sans précédent qui est annoncée. C'est la France des décrets et des préfets que veut le président.



Pour Sarkozy, le Conseil régional va fusionner avec celui du Conseil général. Notre photo, le siège de la Région Nord-Pas-de-Calais.

**L**e chef de l'État propose de réduire de moitié le nombre d'élus territoriaux. Il affirme vouloir en finir avec «*l'empilement des structures*» mais agit en fait pour éloigner la pratique du pouvoir des populations. Il dit permettre ainsi un fonctionnement «*à moindre coût*» : c'est une aberration. La part des élus départementaux et régionaux dans le budget des collectivités est de seulement 0,04% ! Le mode de scrutin arrêté par le président est quant à lui une régression sans précédent. Les 20% de proportionnelle ne servent qu'à cacher un mode de scrutin «*uninominal à un tour*» qui vise à permettre à une UMP de plus en plus minoritaire de garder le pouvoir.

Il annonce la «*suppression de la clause de compétence générale*». Cette suppression signe l'arrêt de mort de politiques publiques locales de qualité.

Nicolas Sarkozy lie par ailleurs sa réforme à la «*suppression de la taxe professionnelle*», témoin éclairant de son soutien aux intérêts privés, preuve de sa volonté de retirer tout moyen d'action aux collectivités.

Les communistes ne proposent pas le statu quo. Ils proposent une réforme dont la démocratie serait le cœur.

Ils proposent une réforme qui institue le partage des décisions entre citoyens et élus, qui valorise le rôle et le travail des élus, qui donne les moyens financiers aux Collectivités territoriales, pour

pouvoir conduire leurs politiques, qui favorise le développement des services publics et un nouveau mode de développement, qui ouvre les collectivités sur des coopérations entre elles et avec le reste du monde, qui donne à l'État un rôle de régulation et de répartition pour faire reculer les inégalités.

La démocratie au cœur de cette réforme, c'est défendre et améliorer la démocratie représentative et instituer une démocratie participative c'est-à-dire la participation des citoyens aux décisions pendant la durée des mandats.

Le président dit vouloir «*des acteurs et des projets, pas des institutions et des procédures*» mais c'est tout le contraire qu'il met en place dans un projet centralisateur et autoritaire.

## "BIG-BANG INSTITUTIONNEL"

### Une motion des conseillers régionaux communistes du Nord/Pas-de-Calais

Les élus communistes et républicains du Conseil régional ont déposé et fait approuver une motion ayant trait à la réforme des collectivités territoriales voulue par Sarkozy et son gouvernement.

**U**n récent article publié dans la presse régionale commençait par ces mots : «*Est-on à la veille d'un big-bang institutionnel ?*» et de poursuivre par une interrogation teintée d'inquiétudes quant aux conséquences sur la vie de tous les jours pour nos concitoyens.

La réforme des collectivités territoriales est en effet un détricotage complet du maillage territorial de notre République, une forme de charcutage si vaste et si antidémocratique qu'elle provoque déjà des résistances, des oppositions parmi nombre d'élus locaux au-delà des clivages politiques partisans.

Le gouvernement et le chef de l'État, s'appuyant sur les propositions de la commission Balladur, veulent aller vite en besogne : un conseil des ministres fin octobre, un examen au Sénat en décembre et une adoption définitive par le parlement en juillet 2010.

Cette volonté d'aller très vite est à la hauteur de la gravité du coup qu'il veut porter, à savoir :

- Une reprise en main et une mise

au pas de toutes les collectivités.

- Un désir de briser les poches de démocratie et de résistance à la politique libérale qu'il met en œuvre.

- Une ambition, celle de casser les services publics locaux. De manière plus fondamentale, il s'agit d'ouvrir en grand, toutes les portes de la marchandisation du monde.

C'est une véritable profession de foi libérale contre la démocratie locale qu'on tente de nous imposer. Refonte des régions, limitation ou disparition des compétences départementales, création autoritaire de mégapoles omnipotentes. Ce projet vise aussi à éloigner, un peu plus, les citoyens des lieux de pouvoir. La miniaturisation, pour ne pas dire la disparition possible des échelons territoriaux locaux, à commencer par les communes, premier foyer démocratique du territoire, est une vieille idée d'inspiration libérale.

#### Efficacité économique ?

Depuis le traité de Maastricht, la vivacité de cette démocratie locale se trouve régulièrement opposée à

la fameuse «*efficacité économique*». Le thème des «*grandes régions*» n'est pas neuf. Depuis son origine, il figure sur le fronton de la construction européenne de type libéral prônée par ceux-là même qui nous assurent que «*seules de grandes régions*» en concurrence (*non faussée*) entre elles, sortiront vivantes du champ de bataille économique.

Dans le cadre d'une philosophie libérale, en échec au vue de la crise actuelle, gouvernement et patronat entendent donner tous les pouvoirs et toutes les ressources à quelques «*champions urbains*» plongé dans la jungle mondiale.

Dans le cadre d'une bataille des idées permanente et diversifiée, ils tentent de faire valider leur objectif par le maximum de citoyens au nom de la sacro-sainte compétitivité présente comme le summum de la modernité.

Cette réforme des collectivités territoriales s'inspire d'une logique d'entreprise à l'échelle d'un pays : «*l'entreprise France*».

Après la mise en œuvre de politiques de transfert de charges, l'autonomie de gestion des universités, la

réduction à marche forcée des services publics, La Poste, les tribunaux d'instance ou de prud'hommes, les restructurations de services hospitaliers autour de grands établissements régionaux. Une nouvelle carte de France, marquée par la compétition entre les territoires et des inégalités criantes entre ces derniers est en train de voir le jour.

Les conséquences - pour les populations et leurs élus locaux - de la réforme de la taxe professionnelle sont à ce point importantes que la presse se fait, chaque jour l'écho de tel ou tel maire, inquiet pour ne pas dire résolument opposé à sa mise en œuvre.

Réforme des collectivités territoriales et réforme de la taxe professionnelle sont une même et seule politique à laquelle nombre de nos concitoyens s'opposent avec raison. L'actualité récente nous le confirme avec plus de deux millions de citoyens qui votent contre l'ouverture du capital de La Poste.

Alors que le fonctionnement de nos institutions républicaines souffre de plus en plus d'ultra-présidentialisme, ce sont les collectivités locales qui

sont particulièrement visées alors qu'elles impulsent les principales solidarités citoyennes. La critique de «*l'empilement institutionnel*» n'est donc qu'un prétexte, un «*habillage utile*» pour cacher l'essentiel.

Une certaine conception de la République Française est en jeu. Justice sociale et plus grande solidarité, voilà ce qu'exigent les habitants de notre région du Nord-Pas-de-Calais.

Voilà la raison pour laquelle nous pouvons nous rassembler contre cette réforme. C'est affaire de démocratie, de responsabilité et d'efficacité.

Le groupe des élus communistes et républicains du Conseil régional forme le vœu que la région Nord-Pas-de-Calais s'oppose publiquement à ce projet de réforme tel qu'il est, aujourd'hui, demandé au gouvernement et à son représentant, le préfet de région : l'organisation d'un grand débat citoyen dans toutes nos communes et collectivités territoriales, débat portant sur la nature des collectivités territoriales dont ont besoin les habitants du Nord-Pas-de-Calais.

## Édito

## LA FORCE DE LA RUE

**L**e projet de remise en pas des collectivités territoriales, poches de démocratie et de résistance, est emblématique des véritables intentions de la droite au pouvoir.

Sous prétexte de simplifier les niveaux institutionnels, voire de faire des économies, Nicolas Sarkozy et le gouvernement s'apprêteraient, si nous les laissons faire, à une véritable remise en cause de notre système républicain.

L'affaiblissement des Communes et des Départements au profit de super-intercommunalités et de métropoles ne peut qu'éloigner encore plus les citoyens des centres de décision et ouvrir de nouveaux marchés au capital au détriment du service public rendu à la population.

N'oublions pas que ce projet de loi est inséparable de la réforme fiscale en cours qui organise l'asphyxie des collectivités locales (moins 9 milliards d'euros de

recettes de Taxe Professionnelle pour les seuls Départements). Les premières simulations financières le confirment : comme pour la Taxe Carbone, le gouvernement programme en fait un nouveau et considérable transfert de l'impôt des entreprises vers celui des ménages, petits commerçants et artisans.

Les 2 000 manifestants qui ont parcouru samedi le Centre de Lille à l'appel du PCF ont relevé le défi pour rappeler d'une part au pou-

voir en place qu'ils n'accepteront pas que notre Région devienne une Misère Land. D'autre part aux autres composantes de la gauche qu'ils attendent autre chose que des discours : des actes au présent, des engagements clairs pour l'avenir ! Comme le disait fort justement Alain Bocquet, cette manifestation est un véritable appel d'air pour éclaircir le paysage médiatico-politique de tous ces voiles de fumée dressés pour brouiller l'essentiel : l'écart devenu

insupportable entre ceux qui ont l'argent facile et tous ceux très nombreux qui peinent ; la nécessité d'investir dans l'économie réelle, pour l'emploi, le pouvoir d'achat, les services publics et non pour les actionnaires du CAC 40 dont les Banques.

C'est aussi dans la rue, en collant aux préoccupations populaires que se construira un rassemblement politique majoritaire en rupture avec les orientations actuelles.

Dominique Watrin